



ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

ENTRE :

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES,

Etablissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège est situé au 25 rue Leblanc, bâtiment Le Ponant D à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par M. _____ agissant en sa qualité de _____,

ci-après désigné par « le **CEA** »

d'une part,

ET :

_____,
dont le siège social est situé _____, immatriculé au Registre du
Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro _____,
_____, représenté par _____, en sa qualité de _____, dûment
habilité aux fins des présentes,

ci-après désigné(e) par « la **Partie Bénéficiaire** »,

d'autre part,

Le CEA et la Partie Bénéficiaire sont ci-après désignés individuellement par « Partie » ou collectivement par « Parties ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE QUE

Le CEA est un Etablissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, souhaite confier une prestation de Tierce Maintenance Applicative (TMA) pour le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité (MCO/MCS) des solutions HR ACCESS, ALLSHARE, Qlik.

Dans le cadre de cet appel d'offres ouvert et du Marché qui sera éventuellement signé, le CEA peut être amené à communiquer des informations et données confidentielles de nature notamment technique, financière ou commerciale, dont la divulgation est susceptible de causer un préjudice substantiel à celui-ci, à moins qu'il ne l'ait explicitement autorisée.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Dans le présent engagement, les termes suivants, lorsqu'ils seront écrits avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront la signification suivante:

1-1 Engagement :

L'ensemble constitué par le présent engagement de confidentialité ainsi que ses éventuels avenants signés par le CEA et la Partie Bénéficiaire. En cas de contradiction ou différence entre les termes de l'Engagement les stipulations de l'Engagement prévalent.

1-2 Projet :

Dans le cadre du projet, le CEA communiquera à la Partie Bénéficiaire des Informations Confidentielles qui conserveront ce caractère confidentiel pendant toute la durée de la procédure d'appel d'offres ouvert et du Marché qui sera signé éventuellement par les Parties.

1-3 Marché :

Le marché et ses éventuels avenants relatifs aux prestations Tierce Maintenance Applicative (TMA) pour le Maintien en Conditions Opérationnelles et de Sécurité (MCO/MCS) des solutions HR ACCESS, Allshare, Qlik référencé par le n° projet de marché B25-02839-MB éventuellement signé par les Parties au terme de la procédure avec négociation.

ARTICLE 2 : OBJET

L'Engagement a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Partie Bénéficiaire s'engage à conserver secrètes les Informations Confidentielles telles que définies par l'article 3 ci-après.

ARTICLE 3 : INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

3-1 Informations Confidentielles :

Sont des Informations Confidentielles toutes les informations et/ou toutes les données communiquées et/ou rendues accessibles par le CEA à la Partie Bénéficiaire ainsi que toutes les informations et/ou données dont la Partie Bénéficiaire aurait eu connaissance, notamment à l'occasion de la procédure d'appel d'offres, lors de réunions, conférences et/ou de visites.

Ces Informations Confidentielles le sont quelle que soit leur forme (écrite ou orale), quelle que soit leur support (par exemple et à titre non exhaustif : papier, magnétique, numérique ou autre) et quel que soit leur nature (par exemple, et à titre non exhaustif, technique, financière, commerciale, juridique ou autre). Elles comprennent, entre autres, tout échantillon, modèle, produit, plan, donnée et/ou procédé, que ceux-ci soient protégés ou non par un quelconque droit ou titre de propriété intellectuelle et qu'ils constituent ou non des inventions brevetables.

3-2 Protection des systèmes d'information (cybersécurité) :

Conformément à l'article 11.3 des Condition Générales d'achat du CEA, « Le Titulaire s'engage à ne pas compromettre les systèmes d'information (SI) du CEA.

Le Titulaire communique au CEA les coordonnées du responsable de la sécurité des SI en charge de la prestation.

Le Titulaire assure la sensibilisation à la sécurité informatique de ses salariés intervenant dans le cadre du Marché avec le CEA et s'assure qu'ils ont connaissance et respectent les règles en vigueur au CEA.

En cas d'utilisation des moyens informatiques du CEA mis à sa disposition ou d'interconnexion avec les SI du CEA, le Titulaire se conforme à la PSSI (Politique de sécurité des systèmes d'information) du CEA et à la charte d'utilisation des moyens informatiques du CEA.

En cas d'utilisation des moyens informatiques du Titulaire, ce dernier fournit tout document demandé par le CEA décrivant le niveau de sécurité, d'homologation ou de qualification des moyens utilisés dans le cadre de la prestation, notamment les aptitudes à traiter les informations au niveau de confidentialité requis.

Le Titulaire doit, sans délai, alerter le CEA de tout fait pouvant laisser présumer une compromission de son système d'information impactant la bonne exécution de la prestation ou s'il ne peut garantir l'innocuité de la compromission pour les données du CEA ou les services fournis. »

Il est également rappelé que, conformément à l'article 16.3.2 - Protection des informations au titre de la protection du secret de la défense nationale des CGA « Toute violation ou inobservation par le Titulaire des dispositions ci-dessus, même lorsqu'elle résulte d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché dans les conditions de l'article 39.2 des présentes CGA, sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal. »

3-3 Exceptions

Les informations contenues dans ce document sont confidentielles et ne peuvent être dupliquées ou divulguées sans l'autorisation écrite du CEA. Elles ne doivent être exploitées que dans le strict cadre de cette proposition.

Ne sont pas considérées comme étant des Informations Confidentielles les informations pour lesquelles la Partie Bénéficiaire peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient en sa possession, de manière licite, antérieurement à leur communication par le CEA, ou
- qu'elles sont le résultat de développements entrepris de bonne foi par des membres de son personnel et de façon totalement indépendante, ou
- qu'elle les a licitement reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, ou
- qu'elles étaient dans le domaine public au moment de leur communication ou qu'elles y sont tombées après cette communication sans que la responsabilité ne puisse en incomber à la Partie Bénéficiaire, ou
- que leur communication a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire impérative, d'une décision de justice ou d'une sentence arbitrale définitive(s) ou d'un ordre émanant d'une autorité de tutelle ou de contrôle. Dans ce cas, la communication d'Informations Confidentielles doit être limitée au strict nécessaire. La Partie Bénéficiaire s'engage à informer immédiatement le CEA de toute communication faite à ce titre.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA PARTIE BENEFICIAIRE

La Partie Bénéficiaire s'engage à assurer la confidentialité des Informations Confidentielles reçues du CEA ou dont elle aurait eu connaissance et notamment:

4-1 à conserver et à traiter ces Informations de manière strictement confidentielle, avec la même vigilance qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles.

A ce titre, elle prend toutes les dispositions utiles afin d'éviter la perte ou le vol des Informations Confidentielles, l'accès frauduleux à celles-ci ainsi que toute divulgation à des tiers à l'exception des divulgations autorisées dans les conditions ci-après détaillées.

Dans l'hypothèse où, malgré les précautions prises, une ou plusieurs Informations Confidentielles venaient à la connaissance de tiers, la Partie Bénéficiaire s'engage à informer immédiatement le CEA de cette rupture de confidentialité par tout moyen.

4-2 à ne pas copier, reproduire, dupliquer, communiquer, transférer, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, les Informations Confidentielles à des tiers, sans l'autorisation écrite et préalable du CEA (s'agissant éventuellement d'un sous-traitant).

La Partie Bénéficiaire souhaitant copier, reproduire, dupliquer, communiquer, transférer, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, les Informations Confidentielles à des tiers (s'agissant éventuellement d'un sous-traitant) doit obtenir au préalable l'accord écrit et exprès du CEA.

A cette fin, elle adresse une demande écrite en courrier recommandé avec avis de réception au CEA. A défaut de réponse dans les deux (2) mois à compter de la réception de la demande, son accord est réputé acquis.

4-3 à ne transmettre à son personnel que la partie des Informations Confidentielles qui lui est strictement nécessaire pour les besoins du Projet ;

4-4 à prendre toutes mesures appropriées afin de faire respecter les dispositions de l'Engagement par ses éventuels sous-traitants et/ou cocontractants, et par son personnel dont elle se porte fort.

ARTICLE 5 : UTILISATION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

5-1 Toutes les Informations Confidentielles ainsi que toute reproduction éventuellement autorisée dans le cadre de l'article 4.2, restent la propriété du CEA sous réserve des droits des tiers et devront lui être intégralement restituées selon les modalités prévues à l'article 8.3 de l'Engagement.

5-2 La Partie Bénéficiaire s'engage à ne pas faire, directement ou indirectement, un usage des Informations Confidentielles autre que celui nécessaire à l'élaboration de son offre et à la réalisation de la prestation.

5-3 La communication d'Informations Confidentielles du CEA à la Partie Bénéficiaire ne peut ni ne doit être interprétée comme une quelconque concession de licence, ni comme valant renonciation par le CEA à la protection de ses Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit ou titre de propriété intellectuelle, ni comme conférant à la Partie Bénéficiaire un droit et/ou un privilège quelconque sur l'utilisation ou l'exploitation des Informations Confidentielles, et ce à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE

La Partie Bénéficiaire reconnaît qu'elle est seule responsable de l'usage qu'elle fera des Informations Confidentielles et indemniser le CEA de toute perte, dommage ou dépense (y compris les dépenses occasionnées par les investigations et les procédures en défense contre les réclamations à son encontre ou encore les dédommagements résultants du règlement de telles réclamations) ayant pour origine la divulgation et/ou l'utilisation non autorisée des Informations Confidentielles.

ARTICLE 7 : ABSENCE DE GARANTIE

Toutes les Informations Confidentielles sont telles que le CEA les connaît au jour de leur divulgation, sans préjuger d'évolutions ou de corrections qu'il serait amené à y apporter ultérieurement.

Les Informations Confidentielles sont communiquées à la Partie Bénéficiaire sans garantie expresse ou tacite d'aucune sorte, notamment quant à leur caractère commercial.

ARTICLE 8 : DUREE

8-1 L'Engagement entre en vigueur à compter de la première de ses signatures par le CEA ou la Partie bénéficiaire pour la durée totale de la/des procédure(s) nécessaire(s) à la signature du marché objet du présent Engagement.

8-2 Toute modification ou prorogation de la durée définie ci-avant devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par le CEA et la Partie Bénéficiaire.

8-3 A l'expiration de l'Engagement pour quelque raison que ce soit, ou à tout moment sur demande écrite du CEA, la Partie Bénéficiaire devra, dans les délais les plus brefs:

- a) restituer l'intégralité des Informations Confidentielles fournies par le CEA, et
- b) détruire toute copie, tout extrait et toute reproduction des Informations Confidentielles échangées, y compris tout document, note, compte rendu de réunion les contenant, et fournir au CEA un certificat de destruction de ces divers éléments.

8-4 Les obligations de confidentialité et les obligations relatives à l'utilisation des Informations Confidentielles persisteront pour une durée de cinq (5) années après l'expiration de l'Engagement pour quelque raison que soit.

ARTICLE 9 : GENERALITES

9-1 Aucune des stipulations de l'Engagement ne peut ni ne doit être interprétée comme une obligation, à la charge du CEA, de communiquer à la Partie Bénéficiaire ses Informations Confidentielles, non plus que les matières, les inventions ou les découvertes auxquelles elles se rapportent.

9-2 L'Engagement étant conclu *intuitu personae*, la Partie Bénéficiaire s'engage à ne pas en transmettre les droits ou les obligations à quelque tiers que ce soit, y compris une société mère ou une filiale.

Néanmoins, si la Partie bénéficiaire fait l'objet d'une cession partielle ou totale, d'une fusion ou d'une absorption, l'entité se substituant à elle doit reprendre à son compte les engagements de confidentialité et de non divulgation prévus par l'Engagement, et offrir au CEA le même niveau de garantie du respect des obligations souscrites au titre de l'Engagement.

ARTICLE 10 : LOI APPLICABLE – REGLEMENT DES DIFFERENDS

10-1 L'Engagement est régi par le droit français.

10-2 Tout différend relatif à l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution, l'expiration et/ou la résiliation de l'Engagement et que le CEA et la Partie Bénéficiaire ne pourraient pas

Les informations contenues dans ce document sont confidentielles et ne peuvent être dupliquées ou divulguées sans l'autorisation écrite du CEA. Elles ne doivent être exploitées que dans le strict cadre de cette proposition.



résoudre amiablement, est soumis au tribunal administratif de Versailles, et ce même lors des procédures d'urgence, des procédures conservatoires ainsi qu'en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Pour le CEA :

Fait à :

Le :

Pour la Partie Bénéficiaire :

Fait à :

Le :
